

sombre période, nous devons aux Canadiens de déterminer de notre mieux si la voie dans laquelle nous nous engageons est la bonne et s'il existe d'autres options réalistes.

Je tiens aujourd'hui à vous faire part de nos vues sur ce qui est en jeu dans la crise du Golfe et - chose tout aussi importante - sur ce qui ne l'est pas.

Il ne s'agit pas de défendre la démocratie. Le Koweït est un État semi-féodal qui se dirigeait toutefois vers la démocratie. Ce n'est cependant pas une raison pour rester les bras croisés. Les principes du droit international et de la Charte des Nations Unies s'appliquent à tous. La protection contre l'agression ne peut être le privilège des peuples qui ont la chance de vivre dans des pays démocratiques.

Il ne s'agit pas non plus d'une question de pétrole. Certes, l'appât du pétrole a joué un rôle dans la décision de Saddam Hussein d'envahir le Koweït. Cette agression a eu sur le prix du pétrole un effet dévastateur pour les pays en développement et les nouvelles démocraties d'Europe de l'Est. Si l'Iraq retire ses troupes du Koweït, les deux pays pourront entamer des négociations sur le pétrole. Enfin, perspective qui n'a rien de réjouissant, Saddam Hussein détiendrait 40 % des réserves mondiales de pétrole s'il parvenait à ses fins. Le pétrole est donc un facteur mais pas un motif. Les Nations Unies ne se sont pas mobilisées pour empêcher le prix de l'essence d'augmenter de quelque cents le litre.

Enfin, pour infirmer un des mythes canadiens les plus tenaces, il ne s'agit pas non plus d'appuyer aveuglément Washington. Ce conflit oppose l'Iraq et le monde entier. C'est pourquoi les forces déployées contre l'Iraq proviennent du Sénégal, du Bangladesh, de la Tchécoslovaquie, de l'Argentine, de l'Australie, de la Bulgarie et de vingt-deux autres pays. C'est pourquoi les sanctions sont respectées avec une telle détermination. S'il ne s'agit pas là d'un consensus mondial, qu'est-ce qui en est un ? Prétendre que tous ces pays - de l'Est et de l'Ouest, du Nord et du Sud, du monde arabe et du monde non arabe, musulman et non musulman - ont adopté leurs positions sur l'ordre de Washington, c'est faire preuve de paranoïa.

Dans cette crise, il ne s'agit donc pas d'assurer l'approvisionnement en pétrole, ni de défendre la démocratie, ni de suivre des lignes politiques élaborées ailleurs. Mais alors, de quoi s'agit-il donc ?

C'est bien simple : il s'agit de bâtir et de défendre un ordre international où l'agression d'un État par un autre État n'ait pas sa place. Ce principe est au coeur de notre politique depuis le début.